

PRÉPARONS L'ACTION D'ENSEMBLE

Suite de la première page

A cette question, la direction du Parti Communiste Français répond en disant que « l'idée du compromis à gauche gagne du terrain », autrement dit que la politique préconisée par elle rencontre un écho grandissant dans le pays et, partant, dans le P.S. Une telle affirmation est dénuée de fondement. La direction du P.C.F. voit son prestige, son autorité diminuer parmi les membres de son propre parti. Sa capacité de mobilisation des travailleurs est au plus bas : voyez le 17 octobre, la journée qui fut, hélas ! sans aucune action contre la guerre d'Algérie.

La politique actuelle du P.C.F. est inefficace, même quant à ses propres objectifs opportunistes. Dans le débat pour l'investiture de Gaillard, le socialiste Deixonne parlant au nom de son parti s'est écrié : « L'opinion serait-elle choquée de voir une majorité aller de M. Lacoste à M. Garet ? Pas plus que par une majorité qui irait de M. Thorez à M. J.-P. David ! » Pour une fois, c'est un argument qui porte. Du « compromis à gauche » au gouvernement de « majorité » de Gaillard, la différence est bien petite. Encore que pour les socialistes, elle ne soit pas négligeable d'un certain point de vue, mais dans un sens contraire aux souhaits de Duclos. Pour la direction du P.C.F., « compromis à gauche » voudrait dire que les socialistes doivent servir d'intermédiaires entre cette direction et la bourgeoisie ; ils préfèrent agir pour leur propre compte, il n'y a pas tant de portefeuilles à répartir.

Ce qui a pesé au Conseil National, ce n'est pas la politique du P.C.F., c'est l'état d'esprit des travailleurs, plein d'un mécontentement qui ne fait que s'accroître avec les conditions difficiles qui sont faites aux travailleurs.

Les ouvriers non seulement voudraient se battre ; ils comprennent aussi qu'il faut une lutte d'ensemble pour gagner la bataille. Mais c'est là que jouent la carence et la trahison des directions ouvrières.

Les directions du P.S. et de F.O. font sans vergogne le jeu de la bourgeoisie. Pour que leur activité malfaisante cesse, il faudrait que la politique du P.C.F. et de la C.G.T. soit contrecarrée par la puissance du mouvement ouvrier ou remplacée auprès des masses par une autre qui ne s'aligne plus sur le Kremlin. « La décision est juste », a dit Duclos après le limogement de Joukov, comme il l'avait dit après toutes les mesures criminelles de Staline contre les vieux bolcheviks. Moscou cherche une aile du capitalisme français avec qui elle peut s'entendre ; c'est aussi l'objectif de Thorez et Duclos.

Tout ce que la politique des directions a de pernicieux s'est montré le 25 octobre. Nous publions dans ce numéro des informations qui montrent clairement que cette journée avait des aspects très positifs, mais aussi certains aspects négatifs. En même temps que de larges couches ouvrières manifestaient leur volonté de combat, on pouvait noter des signes de lassitude envers une politique « d'avertissements » qui n'a ni programme ni perspectives. L'exemple de ce qui s'est passé dans la question algérienne doit faire réfléchir les militants : pour n'avoir pas été orientés et amplifiés, les mouvements spontanés lors des rappels en avril-mai 1956 se sont dissipés et ont fait place à une apathie des masses que la bourgeoisie a su habilement exploiter.

Comme nous l'avons dit, comme nous le répéterons encore, la situation est pleine de promesses grandioses, mais aussi de sérieux dangers. Que faire pour exploiter tout ce que la situation contient de favorable ? Avant tout miser sur la classe ouvrière, sur sa combativité, sur ses aspirations qui ne sont nullement celles à un « compromis » avec les radicaux et les sous-produits de la décomposition du parti radical.

Dresser un programme de classe : arrêt de la guerre en Algérie, augmentation des salaires, contrôle ouvrier sur les prix, expropriation des trusts. Sur un tel programme, mener une campagne intense, honnête, pour le front unique, en vue d'une lutte générale dont l'objectif serait un gouvernement des travailleurs, un gouvernement reposant sur les deux partis qui ont aujourd'hui la majorité écrasante des suffrages des masses laborieuses, un gouvernement qui serait aussi soumis au contrôle de ces masses organisées en comités dans les entreprises et les quartiers.

Avec une telle orientation, la direction de Guy Mollet aurait — on ne peut en douter après le récent vote du Conseil National du P.S. — de très grandes difficultés à garder son parti sur la voie de la collaboration que les partis bourgeois.

Mais la direction des Thorez et Duclos ne se placera jamais d'elle-même sur une telle orientation révolutionnaire. L'issue dépend surtout de ce qui se passera à la base, d'un développement irrésistible du mouvement des masses en face des conditions de vie et de travail qui leur sont faites, d'une énergique opposition des militants communistes à l'abjecte politique du « compromis », qui a été la ligne dominante depuis la fin de la guerre et qui a fait loucher le coche à plusieurs reprises. En ce 40^e anniversaire d'Octobre, le meilleur hommage, c'est de mener ici une lutte ardente pour une nouvelle direction révolutionnaire capable de conduire les masses à la seule solution de la crise du régime capitaliste, à la lutte pour un gouvernement des travailleurs.

SUR LE LIMOGEMENT DE JOUKOV

(Suite de la première page)

Cependant, sa victoire sur cette couche importante de la bureaucratie ne saurait être achevée sans l'accomplissement d'une manière réussie de la « décentralisation », au moyen de laquelle, entre autre, Khrouchtchev cherche à établir le contrôle du Parti sur les dirigeants administratifs et techniques de l'économie. Cette entreprise, qui est en cours en URSS, est loin d'avoir produit les résultats escomptés par son initiateur. Dans la phase actuelle, elle n'a en réalité fait qu'attiser à l'extrême la résistance des couches bureaucratiques lésées par cette opération de Khrouchtchev.

Au même moment, ce dernier devait faire face à l'avance rapide prise par l'armée cherchant à se constituer en force autonome, en dehors du contrôle de l'appareil bureaucratique du Parti. Cette avance de l'armée, sur laquelle venait se greffer la résistance toujours opiniâtre de couches de la haute bureaucratie administrative de l'Etat et de l'économie, risquait de produire à très courte échéance la chute de Khrouchtchev et sa perte. Profitant de l'absence à l'étranger de Joukov, Khrouchtchev s'est décidé à gagner de vitesse les forces adverses.

Mais, du coup, il se trouve maintenant en conflit ouvert aussi bien avec la haute bureaucratie administrative qu'avec celle de l'armée. Le sommet auquel il accède est ainsi celui d'un volcan.

Pour s'y maintenir, il a besoin soit de faire appel à l'appui des larges masses, soit de recourir à un régime de terreur et à des purges sanglantes, à l'exemple de Staline. Faire appel aux masses signifierait mener la « déstalinisation » à sa conclusion essentielle, à savoir restaurer la véritable démocratie soviétique. Khrouchtchev, représentant lui-même la couche bureaucratique la plus parasitaire, est naturellement incapable de se suicider.

En réalité, c'est lui qui, depuis un certain temps déjà, a voulu arrêter la « déstalinisation », faire marche arrière et circonscrire la soi-disant « libéralisation » du régime dans un cadre strict, compatible avec le contrôle bureaucratique de son parti monolithique sur l'ensemble de la vie soviétique et du mouvement communiste international.

D'autre part, faire appel à la terreur et aux purges exigerait un rapport de force avec les masses totalement différent de celui qui existe actuellement en URSS. La terreur de Staline a pu s'exercer sur un fond de misère économique et de défaites, de fatigue et de démoralisation du prolétariat aussi bien en URSS qu'internationalement. L'ascendant que prit alors la police, instrument de Staline, aussi bien sur le Parti que sur l'armée et toutes les couches de la bureaucratie et du peuple soviétique se basait sur le caractère arriéré de l'URSS et le déclin des forces révolutionnaires en URSS et dans le monde.

La situation actuelle est fondamentalement différente. L'URSS n'est plus celle des années 1930 mais celle du Spoutnik, et le monde n'est plus celui qui a connu la victoire du fascisme allemand et l'approche de la guerre impérialiste, mais celui de la Révolution coloniale montante d'un bout à l'autre des positions impérialistes, et de la révolution politique dans les Etats ouvriers dominés encore par le Kremlin.

Khrouchtchev sera forcé de tenter de maîtriser la situation en combinant, comme par le passé, concessions et répressions. Son régime est d'ores et déjà un bonapartisme basé sur la bureaucratie politique du Parti. Mais ce Parti, isolé déjà par rapport aux masses ouvrières et paysannes du pays, est isolé également actuellement de l'appui des couches décisives de la bureaucratie : administrateurs de l'Etat et de l'économie, techniciens, officiers supérieurs de l'armée.

Dans ces conditions, la crise de la direction politique de la bureaucratie soviétique s'achèvera rapidement vers de nouvelles explosions. Cette crise ne se prolonge en réalité que parce que les masses soviétiques n'ont pu intervenir efficacement. Leur manque d'une direction marxiste révolutionnaire, ainsi que la crainte de voir l'impérialisme profiter de la crise, sont les principales causes de leur attitude.

Mais, d'autre part, le maintien et l'exacerbation de la crise aux sommets de la bureaucratie ne peuvent que favoriser une prise de conscience politique rapide des masses et activer leur intervention agissante. Quand celle-ci se produira, la bureaucratie aura juste le temps d'entendre sonner le glas de sa chute dans le fracas de ses forces s'entrechoquant et se décomposant rapidement.

LA IV^e INTERNATIONALE APPELLE LES MASSES SOVIÉTIQUES A FORMER LA NOUVELLE DIRECTION MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE QUI REPRENDRA LE PROGRAMME DE LENINE ET DE TROTSKY ET RESTAURERA LA DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE EN U.R.S.S. ET DANS TOUS LES ETATS OUVRIERS.

ELLE APPELLE LES MEMBRES DES PARTIS COMMUNISTES DE PAR LE MONDE A INTERVENIR DANS LA CRISE, EN EXIGEANT DE LEURS DIRECTIONS UNE AMPLE INFORMATION DÉMOCRATIQUE SUR LES ÉVÉNEMENTS DU P. C. DE L'U.R.S.S., ET LE DROIT POUR LES TENDANCES ET PERSONNES ÉLIMINÉES PAR KHROUCHTCHÉV DE FAIRE CONNAÎTRE ELLES-MÊMES LEURS VÉRITABLES POSITIONS. SINON ILS DEVIENDRAIENT COMPLICES DES NOUVEAUX CRIMES ET DESHONNEURS DU MOUVEMENT OUVRIER, QUE LA DIRECTION DU KREMLIN AUX ABOIS EST CAPABLE DE COMMETTRE AVANT QU'ELLE NE DISPARAISSE.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IV^e INTERNATIONALE.

1^{er} Novembre 1957.